



Contrat de Rivières Ay-Ozon



Dossier Définitif
Décembre 2011

Document contractuel

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| TITRE 1 - Présentation générale du Contrat | 2 |
| 1. Situation géographique et périmètre | 2 |
| 2. Inscription du Contrat dans la Directive Cadre sur l'Eau | 2 |
| 3. La grille de « Porter A Connaissance » (PAC) sur le bassin Ay-Ozon..... | 3 |
| TITRE 2 - Contenu du Contrat..... | 4 |
| 1. Organisation et durée du Contrat | 4 |
| 2. Corrélations entre actions du Contrat et Programme De Mesures du SDAGE | 4 |
| 3. Objectifs et contenu du programme d'actions du Contrat..... | 6 |
| 4. Plan de financement prévisionnel des actions..... | 6 |
| TITRE 3 - Engagement des partenaires | 14 |
| 1. Engagement commun à tous les partenaires | 14 |
| 2. Engagement de la structure porteuse du Contrat..... | 15 |
| 3. Engagement des maîtres d'ouvrage..... | 15 |
| 4. Engagement de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse | 15 |
| 5. Engagement de la région Rhône-Alpes | 16 |
| 6. Engagement du Conseil Général d'Ardèche | 17 |
| TITRE 4 – Contrôle, révision, résiliation..... | 18 |
| 1. Suivi et contrôle | 18 |
| 2. Modalité de révision..... | 19 |
| 3. Résiliation..... | 19 |
| SIGNATURE DES PARTENAIRES..... | 20 |

TITRE 1 - Présentation générale du Contrat

1. Situation géographique et périmètre

Les bassins versants de l’Ay et de l’Ozon se situent au nord du département de l’Ardèche, dans le Vivarais, en bordure orientale du massif central. Orientés sud-ouest/nord-est, les cours d’eau concernés par le Contrat de Rivières ont pour point commun d’être tous affluents du Rhône.

De taille modeste (160 Km² environ), les bassins Ay-Ozon sont encadrés au nord par le bassin versant de la Cance, et au sud par ceux de l’Iserand et du Doux.

Les bassins versants de l’Ay-Ozon recourent le territoire de 15 communes, dont 14 adhèrent au Contrat :

- Ardoix
- Arras sur Rhône
- Cheminas
- Eclassan
- Lalouvesc
- Ozon
- Préaux
- Sècheras
- St Alban d’Ay
- St Jeure d’Ay
- St Romain d’Ay
- St Symphorien de Mahun
- Sarras
- Satillieu

2. Inscription du Contrat dans la Directive Cadre sur l’Eau

L’Union européenne s’est engagée dans la voie d’une reconquête de la qualité de l’eau et des milieux aquatiques en adoptant le 23 octobre 2000 la directive 2000/60/CE, dite Directive Cadre sur l’Eau, transposée en droit français par la loi n°2004-338 du 21 avril 2004. Celle-ci impose à tous les états membres de maintenir ou recouvrer un bon état des milieux aquatiques d’ici à 2015.

Cet objectif a été intégré au Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée (SDAGE RM), lors de la révision de ce dernier. Le SDAGE arrête pour une période de 6 ans (2010-2015) les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques à l’échelle du bassin. Il fixe les objectifs de qualité des eaux à atteindre d’ici à 2015.

| Libellé masse d’eau | Ay | Nant | Furon | Ozon | Socle |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|---------------------------|
| N° masse d’eau | FRDR459 | FRDR10766 | FRDR10494 | FRDR1348 | FR_DO_613 |
| Statut | ME naturelle cours d’eau | ME naturelle cours d’eau | ME naturelle cours d’eau | ME naturelle cours d’eau | ME souterraine |
| Etat écologique 2009, indice de confiance | Mauvais - 2 | Bon - 2 | Bon - 2 | Moyen - 1 | |
| Etat chimique 2009, indice de confiance | Bon - 1 | Bon - 2 | Bon - 2 | Pas de données | |
| Objectif d’état écologique | bon état 2015 | bon état 2015 | bon état 2015 | bon état 2021 | Bon état quantitatif 2015 |
| Objectif d’état chimique | 2015 | 2015 | 2015 | 2015 | 2015 |
| Causes de dérogation | | | | Faisabilité technique, manque de données | |

Tableau 1 : Objectifs environnementaux du SDAGE 2010-2015 par masse d’eau

L'objectif à atteindre en 2015 pour les masses d'eau superficielle du Nant, de l'Ay, du Furon, et pour la masse d'eau souterraine du socle est le « bon état » ; il est à noter que sur l'Ozon le manque de données permet de différer l'objectif de bon état en 2021.

3. La grille de « Porter A Connaissance » (PAC) sur le bassin Ay-Ozon

Le SDAGE définit d'une part des Orientations Fondamentales pour l'ensemble du bassin Rhône Méditerranée et d'autre part un Programme de Mesures propre à chaque territoire.

Les programmes de mesures recensent les actions clés dont la mise en oeuvre est nécessaire pendant la période 2010-2015 pour l'atteinte des objectifs environnementaux.

Ce programme de mesures comprend :

- Des « **mesures de base** » qui sont les exigences minimales à respecter : ces mesures sont issues de la mise en oeuvre des différentes réglementation sectorielles, européennes ou nationales (directive eaux résiduaires urbaines, directive eau potable, résorption des déficits quantitatifs, etc.) **et relèvent directement de la compétence de l'état et de ses établissements publics.**
- Des « **mesures complémentaires** » qu'il est nécessaire d'ajouter aux précédentes pour atteindre ou maintenir le bon état des masses d'eau, au-delà de l'application des différentes réglementations européennes.

| N° mesure | Intitulé mesure | Ay | Nant | Furon | Ozon |
|--|--|------|------|-------|------|
| Objectif de bon état | | 2015 | 2015 | 2015 | 2021 |
| LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS – OF 5 | | | | | |
| B003 | Mise en conformité des STEP (DERU) | | | | |
| B006 | Application de la Directive Baignade | | | | |
| 5B17 | Mettre en place un traitement des rejets plus poussé | | | | |
| FONCTIONNALITE NATURELLE DES MILIEUX – OF 6 | | | | | |
| B009 | Natura 2000 : élaboration et mise en œuvre du DOCOB | | | | |
| EQUILIBRE QUANTITATIF – OF 7 | | | | | |
| B010 | Etude des volumes prélevables et révision des prélèvements | | | | |
| 3A10 | Définir des objectifs de quantité (débits, niveaux piézométriques, volumes mobilisables) | | | | |
| 3A12 | Définir des modalités de gestion en situation de crise | | | | |
| 3C01 | Adapter les prélèvements dans la ressource aux objectifs de débit | | | | |
| AUTRE MESURE LOCALE D'ACCOMPAGNEMENT | | | | | |
| 1A10 | Mettre en place un dispositif de gestion concertée | | | | |

Tableau 2 : Libellé des mesures retenues dans le SDAGE 2010-2015 par masse d'eau sur le territoire Ay-Ozon (Grille PAC). Date d'élaboration : 24/03/2010 ; Modifié : 18/10/2010 (post PDM)

| | |
|--|---|
| | Les mesures réglementaires de base (pré requis nécessaire à l'atteinte du bon état) |
| | Les mesures complémentaires du programme de mesure (2010-2015) |

TITRE 2 - Contenu du Contrat

1. Organisation et durée du Contrat

Le Contrat de Rivières Ay-Ozon est conforme à la nouvelle procédure instaurée par le Comité d'Agrément Rhône Méditerranée et s'organise sur deux périodes entrecoupées d'un bilan mi parcours. Prévu sur une durée de 5 ans, une première période est engagée sur 2 ans et demi (2011-2014) puis suivra un bilan mi-parcours (2014) et une dernière tranche (2014-2016).

Le bilan de mi-parcours (2014) sera réalisé afin d'évaluer l'efficacité de la démarche par rapport aux objectifs fixés, préciser les actions à lancer dans la deuxième tranche du Contrat de Rivières et le cas échéant en ajouter de nouvelles en fonction des connaissances acquises sur les différentes masses d'eau des bassins versants Ay-Ozon.

Un bilan complet de l'état d'avancement des actions et de leur impact sera présenté en Comité de Rivière chaque année puis en fin de Contrat afin de juger de l'état d'avancement des projets en terme quantitatif (nombre de projets achevés, en cours, restant à réaliser et montants engagés), et en terme d'efficacité (réponse mesurée sur le milieu, rapidité de mise en œuvre, ...).

2. Corrélation entre actions du Contrat et Programme De Mesures du SDAGE

L'atteinte du bon état passe notamment par la mise en œuvre d'actions issues de la déclinaison du programme de mesures retenu pour le territoire Ay-Ozon. Ainsi, à chaque mesure complémentaire du programme de mesures sont associées une ou plusieurs opérations inscrites au Contrat (les mesures de base du programme de mesures relèvent directement de la compétence de l'état et de ses établissements publics). Des mesures d'accompagnement dites « actions locales » sont également traduites en opérations inscrites au Contrat afin de prendre en compte l'ensemble des enjeux locaux.

CODE COULEUR ET LEXIQUE : **En gris foncé** : Intitulé des Orientations Fondamentales ; **En gris clair** : masse d'eau concernée ; **En bleu clair** : Intitulé des dispositions des Orientations Fondamentales ; **En vert foncé** : les mesures relevant de dispositifs réglementaires (mesure de base du PDM + dispositions liées aux OF) ; **En vert clair** : les mesures complémentaires du programme de mesure 2010-2015 ; **En blanc** : les mesures d'accompagnement dites « actions locales ». **PDM** : programme de mesures. **OF** : orientation fondamentale.

✕ : Action(s) prévue(s) au Contrat de Rivières

| Code mesure PDM | Intitulé mesure | Ay | Nant | Furon | Ozon | Actions du Contrat de Rivières |
|--|---|----|------|-------|------|--|
| OF 5 : Lutter contre les pollutions | | | | | | |
| 5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle | | | | | | |
| B003 | Mise en conformité des STEP (DERU) | ✕ | | | ✕ | Création des stations d'épuration de Lalouvesc et Sécheras (A13 ; A14) |
| B006 | Application de la Directive Baignade | ✕ | | | | Suppression du plan d'eau de Satillieu (B1.2.2) |
| 5B17 | Mettre en place un traitement des rejets plus poussé | ✕ | | | ✕ | Amélioration du rendement épuratoire phosphore/azote dans 5 stations d'épuration (A3 ; A4 ; A13 ; A14 ; A16) |
| | Acquérir des connaissances sur les pollutions et les pressions de pollution | ✕ | | | ✕ | Etude qualité des eaux (Ay, Ozon, Meinettes) et pression de pollution (STEP, localisation rejets diffus) (A1 ; A10) |
| | Mise en conformité des assainissements non collectifs | ✕ | ✕ | ✕ | ✕ | Campagnes de réhabilitation des ANC défectueux (A2) |
| | Améliorer l'efficacité des réseaux d'assainissement | ✕ | ✕ | | ✕ | Amélioration de la collecte et/ou du transfert des effluents (création, rénovation, mise en séparatif de réseaux) (A4 ; A5 ; A6 ; A7 ; A9 ; A11 ; A12 ; A13 ; A14 ; A15 ; A18) |

| 5D : Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles | | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|---|
| | Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zone non agricole | X | X | X | X | Actions de sensibilisation et accompagnement des communes dans la modification des pratiques d'utilisation de produits phyto. (C1.10) |
| OF 6 : Préserver et re développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques | | | | | | |
| 6A : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques | | | | | | |
| B009 | Natura 2000 : élaboration et mise en œuvre du DOCOB | | | | | |
| | Définir des modalités de gestion du soutien d'étiage ou augmenter les débits réservés | X | X | X | X | Suivi et proposition d'actions retenues Ozon amont ; constitution d'une cellule locale « gestion quantitative » (B3.1.1 ; B3.1.2 ; B3.1.3 ; B3.1.4 ; B3.1.5 ; B3.2.1) |
| | Supprimer les ouvrages bloquant la circulation piscicole | X | | | X | Suppression et arasement de seuils (B1.2.1 ; B1.2.2 ; B2.1) |
| | Supprimer ou aménager les ouvrages bloquant le transit sédimentaire | X | | | X | Suppression et arasement de seuils (B1.2.1 ; B1.2.2 ; B2.1) |
| | Restaurer les berges et la ripisylve | X | X | X | X | Mise en œuvre du plan de gestion et d'entretien des berges et ripisylve (volet B1.1) |
| 6B : Prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides | | | | | | |
| | Développer la préservation des zones humides en propriété privée | X | X | X | X | Animation et actions avec le CREN pour des opérations en faveur des zones humides (C1.6) |
| 6C : Intégrer la gestion des espèces faunistiques et floristiques dans les politiques de gestion de l'eau | | | | | | |
| | Contrôler le développement des espèces invasives et/ou les éradiquer | X | X | X | X | Actions de suivi et/ou éradication de foyers de renouée (B1.1.1) |
| | Réaliser une étude piscicole | | | | X | Etude piscicole sur l'Ozon (B1.5.1) |
| OF 7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau | | | | | | |
| B010 | Etude des volumes prélevables et révision des prélèvements | X | X | X | X | Etude DMB et VP (B3.1.1) |
| | Déterminer et suivre l'état quantitatif des cours d'eau | X | X | X | X | Mise en place de systèmes de mesures débimétriques ; suivi débits d'étiage et prélèvements (B3.2.2 ; C3.1) |
| 3A10 | Définir des objectifs de quantité (débits, niveaux piézométriques, volumes mobilisables) | X | X | X | X | Etude DMB et VP (B3.1.1) |
| 3A12 | Définir des modalités de gestion en situation de crise | X | X | X | X | Constitution d'une cellule locale « gestion quantitative » (B3.2.1) |
| 3C01 | Adapter les prélèvements dans la ressource aux objectifs de débit | X | X | X | X | Actions d'amélioration de la gestion concertée de la ressource en eau ; Actions de réduction de l'impact des prélèvements (volet B3) |
| Autres mesures locales d'accompagnement | | | | | | |
| 1A10 | Mettre en place un dispositif de gestion concertée | X | X | X | X | Contrat de Rivières Ay-Ozon |
| | Mettre en valeur les milieux aquatiques et les paysages | X | X | | X | Actions de mise en valeur des cours d'eau (B1.1.2 ; volet B1.3) |
| | Gérer les érosions et sécuriser les secteurs à enjeux | X | X | | X | Actions de confortement de berges (B1.1.2 et B1.4.1) |
| | Protection des biens et des personnes | X | X | X | X | Actions de prévention et protection contre le risque d'inondation (volet B2) |
| | Sensibiliser la population à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques | X | X | X | X | Actions de sensibilisation et de communication (volet C1) |
| | Animation, gestion et suivi du Contrat de Rivières | X | X | X | X | 1 poste de chargé de mission ; 1 poste de technicien de rivière ; 1 secrétaire comptable à mi-temps (volet C2) |
| | Mettre en place un programme d'évaluation et de suivi | X | X | X | X | Suivis ; bilan Contrat (volet C3) |

Tableau 3 : Intitulé des mesures retenues par masse d'eau dans le programme de mesures du SDAGE et actions prévues dans le Contrat de Rivières

3. Objectifs et contenu du programme d'actions du Contrat

| Objectifs du Contrat | Contenu du programme d'actions | Nombre d'actions |
|--|---|------------------|
| Volet A : Améliorer et préserver la qualité de l'eau | | |
| Améliorer la connaissance de la qualité des eaux superficielles | Etude qualité des eaux et pression de pollution (STEP et rejets diffus) | 1 |
| Poursuivre la construction et rénovation des réseaux d'assainissement | Amélioration de la collecte et/ou du transfert des effluents (création, rénovation, mise en séparatif de réseaux) | 12 |
| Créer, améliorer ou réhabiliter les systèmes d'AC et d'ANC | Création de 3 STEP ; Amélioration du fonctionnement de 5 STEP ; Mise en place de campagnes de réhabilitation des ANC ; | 9 |
| Volet B : Mise en valeur des milieux aquatiques et gestion de la ressource | | |
| Préserver ou restaurer le corridor fluvial (volet B1.1) | Mise en œuvre du plan de gestion et d'entretien des berges et de la ripisylve ; Plantation ripisylve ; Restauration de berge et ripisylve à Sarras | 3 |
| Redonner au cours d'eau une morphologie qui permette un bon fonctionnement écologique (volet B1.2) | Suppression ou arasement de seuils ; Réduction envasement Ozon ; Réhabilitation du Malpertuis à Grangeon ; Restauration écologique de l'Ozon à Arras | 4 |
| Mettre en valeur les milieux aquatiques et les paysages (volet B1.3) | Création et valorisation de sentiers ou boucles longeant les cours d'eau ou les Meinettes ; Valorisation et aménagement de la route touristique Sarras-Lalouvesc ; Réhabilitation d'une passerelle sur l'Ozon ; Etude « confortement de l'offre touristique halieutique » | 7 |
| Gérer les érosions et sécuriser les secteurs à enjeux (volet B1.4) | Confortement d'un seuil sur le Nant aval ; Réhabilitation et valorisation des berges de l'Ay à Satillieu | 1 |
| Améliorer la gestion piscicole et astacicole (volet B1.5) | Etude piscicole sur l'Ozon ; Mise en œuvre du plan de gestion astacicole | 2 |
| Prévention et protection contre le risque d'inondation (volet B2) | Démantèlement d'un seuil sur le Malpertuis aval ; Révision de la carte communal à Arras et création d'un PCS ; Suivi de l'état des ouvrages de franchissement | 4 |
| Améliorer la connaissance des prélèvements et réduire l'impact des prélèvements (volet B3.1) | Actualisation de la connaissance des prélèvements directs et de leurs impacts ; Mise en place de plan d'actions ; Amélioration de la gestion des Meinettes | 5 |
| Améliorée la gestion concertée des prélèvements (volet B3.2) | Constitution d'une cellule locale « gestion quantitative » ; Mise en place de systèmes de mesures débitmétriques | 2 |
| Volet C : Communication, coordination et suivi du Contrat | | |
| Sensibiliser la population et les élus à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques (volet C1) | Animations scolaires ; Bulletins d'information et plaquettes de sensibilisation ; Visites terrains et manifestations ; Protection réglementaire et projets de préservation des zones humides | 12 |
| Assurer et coordonner la mise en œuvre des actions (volet C2) | Renouvellement des postes de chargé de mission, technicien de rivière et secrétaire comptable | 1 |
| Mettre en place un programme d'évaluation et de suivi (volet C3) | Suivi de la qualité des eaux, suivi piscicole et astacicole, suivi thermique, suivi débit d'étiage et prélèvements ; Bilan Contrat | 6 |

Tableau 4 : Objectifs et contenu du programme d'actions du Contrat de Rivières Ay-Ozon

4. Plan de financement prévisionnel des actions

Volet A - Améliorer et préserver la qualité de l'eau

| N° action | MO | Libellé opération | Coût (€) | HT/ TTC | Financement | | | | | | | | Année démarrage | Priorité | |
|-----------|----------------|---|----------|---------|-------------|--------------|--------|--------------|------|--------------|-----------------|---------|-----------------|----------|---|
| | | | | | AE* | | Région | | CG | | Autofinancement | | | | |
| | | | | | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant | | | |
| A1 | SIVU | Qualité des eaux | 44 610 | TTC | 50% | 22 305 | 30% | 13 383 | 0% | 0 | 20% | 8 922 | 2012 | 1 | |
| A2 | SPANC | Mise en conformité des ANC | 750 000 | HT | Forfait | 260 000 | 20% | 150 000 | 0% | 0 | - | 340 000 | 2012 | 1 | |
| A3 | SATILLIEU | Amélioration STEP | 115 000 | HT | 30% | 34 500 | 0% | 0 | 25% | 28 750 | 45% | 51 750 | 2013 | 1 | |
| A4 | PREAUX | Amélioration STEP | 65 000 | HT | 30% | 19 500 | 0% | 0 | 25% | 16 250 | 45% | 29 250 | 2013 | 1 | |
| | | Mise en séparatif réseau | 250 000 | HT | 30% | 75 000 | 0% | 0 | 25% | 62 500 | 45% | 112 500 | 2012 | 1 | |
| A5 | ST SYMPHORIEN | Mise en séparatif réseau | 72 000 | HT | 30% | 21 600 | 0% | 0 | 25% | 18 000 | 45% | 32 400 | 2013 | 1 | |
| A6 | ARRAS | Mise en séparatif réseau | 260 000 | HT | 30% | 78 000 | 0% | 0 | 25% | 65 000 | 45% | 117 000 | 2011 | 1 | |
| A7 | ST JEURE D'AY | Mise en séparatif réseau | 65 000 | HT | 30% | 19 500 | 0% | 0 | 25% | 16 250 | 45% | 29 250 | 2013 | 1 | |
| A8 | ST ROMAIN D'AY | Etude diagnostic réseau | 20 000 | HT | 50% | 10 000 | 0% | 0 | 30% | 6 000 | 20% | 4 000 | 2013 | 1 | |
| A9 | ECLASSAN | Création nouveau réseau collecte Bardons | 50 000 | HT | AD | AD | 40% | 20 000 | 10% | 5 000 | 50% | 25 000 | 2012 | 1 | |
| | | Mise en séparatif Monteil | 55 200 | HT | 30% | 16 560 | 0% | 0 | 25% | 13 800 | 45% | 24 840 | 2013 | 1 | |
| | | Mise en séparatif antenne C | 99 072 | HT | 30% | 29 722 | 0% | 0 | 25% | 24 768 | 45% | 44 582 | 2014 | 1 | |
| | | Mise en séparatif antenne D | 62 387 | HT | 30% | 18 716 | 0% | 0 | 25% | 15 597 | 45% | 28 074 | 2014 | 1 | |
| A10 | SIVU | Nant à Satillieu | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2012 | 1 | |
| A11 | SARRAS | Etude diagnostic réseau | 3 000 | HT | 50% | 1 500 | 0% | 0 | 0% | 0 | 50% | 1 500 | 2012 | 1 | |
| | | Réhabilitation réseau collecte | 140 000 | HT | AD | AD | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 140 000 | 2014 | 2 | |
| A12 | CHEMINAS | Amélioration STEP | 160 000 | HT | AD | AD | AD | AD | 10% | 16 000 | 90% | 144 000 | 2012 | 1 | |
| | | Réhabilitation réseau collecte | 22 400 | HT | AD | AD | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 22 400 | 2012 | 2 | |
| A13 | SECHERAS | Création STEP | p.m. | HT | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 1 | |
| | | Création réseau collecte tranche 1,2 et 4 | p.m. | HT | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 1 |
| | | Création réseau transfert tranche 1,2 et 4 | p.m. | HT | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 1 |
| | | Création réseau collecte tranche 3 | 112 521 | HT | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 112 521 | 2014 | 3 | |
| | | Création réseau transfert tranche 3 | 67 210 | HT | 30% | 20 163 | 0% | 0 | 0% | 0 | 70% | 47 047 | 2014 | 3 | |
| A14 | LALOUVESC | Réhabilitation STEP | p.m. | HT | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 1 | |
| | | Mise en séparatif St Régis | 130 000 | HT | 30% | 39 000 | 0% | 0 | AD | AD | 70% | 91 000 | 2015 | 1 | |
| | | Renouvellement ou amélioration réseau transfert | 130 000 | HT | 30% | 39 000 | 0% | 0 | 0% | 0 | 70% | 91 000 | 2012 | 2 | |
| | | Réhabilitation réseau collecte camping | 25 000 | HT | AD | AD | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 25 000 | 2012 | 2 | |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------|---------------|---|------------------|----|-----|----------------|-------|----------------|----|----------------|-------|------------------|------|------|---|
| | | Poste relevage | 60 000 | HT | 30% | 18 000 | 0% | 0 | AD | AD | 70% | 42 000 | 2016 | 3 | |
| | | Complément SGA (enquête branchement) | 8 000 | HT | 50% | 4 000 | 0% | 0 | 0% | 0 | 50% | 4 000 | 2013 | 1 | |
| A15 | ARDOIX | Création STEP | p.m. | HT | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 1 | |
| | | Mise en séparatif Cormes | p.m. | HT | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 1 |
| | | Création réseau trans. Cormes | p.m. | HT | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 1 |
| | | Reprise réseau unit. Cormes | p.m. | HT | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 2 |
| | | Création réseau transfert Montaillières, Masse, Vallier | 82 000 | HT | AD | AD | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 82 000 | 2012 | 3 | |
| | | Création réseau collecte Montaillières, Masse, Vallier | 108 000 | HT | 0% | 0% | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 108 000 | 2012 | 3 | |
| | | Création réseau transfert Beauvoir | 50 000 | HT | AD | AD | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 50 000 | 2013 | 3 | |
| | | Création réseau collecte Beauvoir | 33 000 | HT | 0% | 0% | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 33 000 | 2013 | 3 | |
| A16 | CC2R | Rénovation STEP Bardons (Eclassan) | 199 100 | HT | 30% | 59 730 | 13.7% | 27 237 | - | - | 56.3% | 112 133 | 2011 | 1 | |
| | | Remplacement DO STEP lagune (Eclassan) | 6 000 | HT | 30% | 1 800 | 0% | 0 | 0% | 0 | 70% | 4 200 | 2012 | 3 | |
| | | Télésurveillance STEP d'Arras | 4 000 | HT | 30% | 1 200 | 0% | 0 | 0% | 0 | 70% | 2 800 | 2013 | 3 | |
| | | Télésurveillance STEP Olanet (Ozon) | 4 000 | HT | 30% | 1 200 | 0% | 0 | 0% | 0 | 70% | 2 800 | 2013 | 3 | |
| | | Télésurveillance STEP Avanon (Ozon) | 4 000 | HT | 30% | 1 200 | 0% | 0 | 0% | 0 | 70% | 2 800 | 2013 | 3 | |
| | | Rénovation STEP Gachon (Ozon) | 200 000 | HT | 30% | 60 000 | 40% | 80 000 | AD | AD | 30% | 60 000 | 2015 | 3 | |
| | | Création STEP des Avanons (Ozon) | 160 000 | HT | AD | AD | 40% | 64 000 | 0% | 0 | 60% | 96 000 | 2013 | 3 | |
| A17 | St ALBAN D'AY | Création STEP Gobertier | 121 000 | HT | 30% | 36 300 | 40% | 48 400 | 0% | 0 | 30% | 36 300 | 2013 | 3 | |
| | | Création réseau de collecte | 103 400 | HT | 0% | 0 | 40% | 41 360 | 0% | 0 | 60% | 62 040 | 2013 | 3 | |
| | | Création réseau de transfert | 36 300 | HT | 30% | 10 890 | 40% | 14 520 | 0% | 0 | 30% | 10 890 | 2013 | 3 | |
| A18 | OZON | Création réseau collecte Avanons | 110 000 | HT | 0% | 0 | 40% | 44 000 | 0% | 0 | 60% | 66 000 | 2013 | 3 | |
| | | Création réseau transfert et refoulement Avanons | 63 500 | HT | 30% | 19 050 | 40% | 25 400 | 0% | 0 | 30% | 19 050 | 2013 | 3 | |
| Total volet A | | | 4 050 700 | | | 918 436 | | 528 300 | | 287 915 | | 2 316 049 | | | |
| Total volet A (en HT) | | | 4 043 389 | | | | | | | | | | | | |

Volet B - Mise en valeur des milieux aquatiques et gestion de la ressource

Volet B1 - Restaurer, protéger et mettre en valeur les milieux aquatiques et les paysages

| N° action | MO | Libellé opération | Coût (€) | HT/ TTC | Financement | | | | | | | | Année démarrage | Priorité |
|-----------|----|-------------------|----------|---------|-------------|--------------|--------|--------------|------|--------------|-----------------|---------|-----------------|----------|
| | | | | | AE | | Région | | CG | | Autofinancement | | | |
| | | | | | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant | | |

Sous objectif B1.1 - Préserver et restaurer le corridor fluvial

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|--------|---------------------------------|----------------|-----|-----|---------------|-----|---------------|-----|---------------|-----|---------------|------|---|
| B1.1.1 | SIVU | DIG | 4 500 | TTC | 30% | 1 350 | 0% | 0 | 0% | 0 | 70% | 3 150 | 2011 | 1 |
| | | Réalisation du plan d'entretien | 203 320 | TTC | 30% | 60 996 | 30% | 60 996 | 20% | 40 664 | 20% | 40 664 | 2012 | |
| B1.1.2 | SIVU | Plantation ripisylve | 11 960 | TTC | 30% | 3 588 | 30% | 3 588 | 0% | 0 | 40% | 4 784 | 2013 | 2 |
| B1.1.3 | SARRAS | Restauration berge Sarras | 30 000 | HT | AD | AD | 30% | 9 000 | 0% | 0 | 70% | 21 000 | 2013 | 2 |
| Total B1.1 | | | 249 780 | | | 65 934 | | 73 584 | | 40 664 | | 69 598 | | |

Sous objectif B1.2 - Redonner au cours d'eau une morphologie qui permette un bon fonctionnement écologique

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|----------------|---|----------------|-----|-----|----------------|-----|---------------|-----|--------------|-----|---------------|------|---|
| B1.2.1 | SIVU | Modification gué busé Moulin Eclassan | 46 046 | TTC | 30% | 13 814 | 30% | 13 814 | 20% | 9 209 | 20% | 9 209 | 2012 | 1 |
| | | Arasement seuil Pavé Eclassan | 8 551 | TTC | 80% | 6 841 | - | - | - | - | 20% | 1 710 | 2012 | |
| | ASA | Réduction envasement Ozon aval Meinettes | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2012 | |
| B1.2.2 | SIVU/SATILLIEU | Rehabilitation du Malpertuis à Grangeon | 92 092 | TTC | 60% | 55 255 | 20% | 18 418 | 0% | 0 | 20% | 18 418 | 2011 | 1 |
| | SATILLIEU | Création d'un espace "piscine" | p.m. | HT | 0% | 0 | AD | AD | AD | AD | AD | AD | 2012 | |
| B1.2.3 | SIVU | Non Intervention | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 1 |
| B1.2.4 | SIVU | Restauration écologique de l'Ozon à Arras | 86 112 | TTC | 30% | 25 834 | 30% | 25 834 | 0% | 0 | 40% | 34 445 | 2015 | 2 |
| Total B1.2 | | | 232 801 | | | 101 743 | | 58 066 | | 9 209 | | 63 783 | | |

Sous objectif B1.3 - Mettre en valeur les milieux aquatiques et les paysages

| | | | | | | | | | | | | | | |
|--------|------------|-------------------------------------|---------|----|-----|--------|-----|-------|----|----|------|---------|------|---|
| B1.3.1 | CCVal d'Ay | Aire d'accueil et sentier Meinettes | 173 500 | HT | 0% | 0 | AD | AD | AD | AD | 100% | 173 500 | 2012 | 3 |
| | | Signalétique de sensibilisation | 20 000 | HT | 50% | 10 000 | 30% | 6 000 | 0% | 0 | 20% | 4 000 | | |
| B1.3.2 | AD | Sentier des gorges de l'Ay | 20 000 | HT | 0% | 0 | AD | AD | AD | AD | 100% | 20 000 | 2015 | 3 |
| | | Signalétique de sensibilisation | 18 000 | HT | 50% | 9 000 | 30% | 5 400 | 0% | 0 | 20% | 3 600 | | |
| B1.3.3 | AD | Sentier des gorges de l'Ozon | 1 000 | HT | 0% | 0 | AD | AD | 0% | 0 | 100% | 1 000 | 2015 | 3 |
| | | Signalétique de sensibilisation | 24 000 | HT | 50% | 12 000 | 30% | 7 200 | 0% | 0 | 20% | 4 800 | | |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|------------|--|----------------|----|-----|---------------|-----|---------------|----|----------|------|----------------|------|---|
| B1.3.4 | CCVal d'Ay | Aire d'accueil et sentier Notre Dame d'Ay | 64 000 | HT | 0% | 0 | AD | AD | AD | AD | 100% | 64 000 | 2013 | 3 |
| | | Signalétique de sensibilisation | 8 000 | HT | 50% | 4 000 | 30% | 2 400 | 0% | 0 | 20% | 1 600 | | |
| B1.3.5 | CCVal d'Ay | Valorisation itinéraire touristique : aires de stationnement et mobilier | 42 000 | HT | 0% | 0 | AD | AD | AD | AD | 100% | 42 000 | 2012 | 3 |
| | | Signalétique de sensibilisation | 41 250 | HT | 50% | 20 625 | 30% | 12 375 | 0% | 0 | 20% | 8 250 | | |
| B1.3.6 | CCVal d'Ay | Sentier de l'Ay à Satillieu | 95 000 | HT | 0% | 0 | AD | AD | AD | AD | 100% | 95 000 | 2013 | 3 |
| | | Signalétique de sensibilisation | 2 000 | HT | 50% | 1 000 | 30% | 600 | 0% | 0 | 20% | 400 | | |
| B1.3.7 | FD07 ou AV | Conforter l'offre "tourisme halieutique" | 30 000 | HT | 0% | 0 | AD | AD** | AD | AD | 100% | 30 000 | 2012 | 3 |
| Total B1.3 | | | 538 750 | | | 56 625 | | 33 975 | | 0 | | 448 150 | | |

Sous objectif B1.4 - Gérer les érosions et sécuriser les secteurs à enjeux

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|-----------|---|---------------|----|----|-----------|----|-----------|----|----------|---|---------------|--------|------|---|
| B1.4.1 | SATILLIEU | Protection et valorisation Ay Satillieu | 70 000 | HT | AD | AD | AD | AD | AD | 0% | 0 | 100% | 70 000 | 2012 | 2 |
| Total B1.4 | | | 70 000 | | | AD | | AD | | 0 | | 70 000 | | | |

Sous objectif B1.5 - Améliorer la gestion piscicole et astacicole

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|------|---------------------------------------|---------------|-----|-----|---------------|-----|---------------|---|----------|-----|--------------|------|---|
| B1.5.1 | SIVU | Connaissance piscicole et aménagement | 35 000 | TTC | 50% | 17 500 | 30% | 10 500 | - | - | 20% | 7 000 | 2012 | 1 |
| B1.5.2 | SIVU | Etude et plan de gestion astacicole | 11 372 | TTC | 50% | 5 686 | 30% | 3 412 | - | - | 20% | 2 274 | 2012 | 1 |
| Total B1.5 | | | 46 372 | | | 23 186 | | 13 912 | | 0 | | 9 274 | | |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|--|--|------------------|--|--|----------------|--|----------------|--|---------------|--|----------------|--|--|
| Total volet B1 | | | 1 137 703 | | | 247 488 | | 179 536 | | 49 873 | | 660 805 | | |
| Total volet B1 (en HT) | | | 1 055 935 | | | | | | | | | | | |

* Le syndicat réserve une enveloppe de 3 000 € TTC afin de pouvoir participer financièrement à cette opération sans en être le maître d'ouvrage

** Mobilisation probable du fond FRACET de la Région Rhône-Alpes

Volet B2 - Prévention et protection contre le risque d'inondation

| N° action | MO | Libellé opération | Coût (€) | HT/TTC | Financement | | | | | | | | Année démarrage | Priorité |
|-------------|-----------|-------------------------------|----------|--------|-------------|--------------|--------|--------------|------|--------------|-----------------|---------|-----------------|----------|
| | | | | | AE | | Région | | CG | | Autofinancement | | | |
| | | | | | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant | | |
| B2.1 | SATILLIEU | Démantèlement seuil Satillieu | 13 000 | HT | 80% | 10 400 | - | - | - | - | 20% | 2 600 | 2012 | 1 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|-------|----------------------------------|---------------|----|----|---------------|----|----------|----|----------|------|--------------|------|---|
| B2.2 | ARRAS | Révision carte communale (Arras) | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2012 | 2 |
| B2.3 | ARRAS | PCS Arras | 2 500 | HT | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 2 500 | 2013 | 3 |
| B2.4 | SIVU | Observatoire ouvrages | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 3 |
| Total volet B2 (en HT) | | | 15 500 | | | 10 400 | | 0 | | 0 | | 5 100 | | |

Volet B3 - Améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau

| N° action | MO | Libellé opération | Coût (€) | HT/ TTC | Financement | | | | | | | | Année démarrage | Priorité |
|-----------|----|-------------------|----------|------------|-------------|--------------|--------|--------------|------|--------------|-----------------|---------|-----------------|----------|
| | | | | | AE | | Région | | CG | | Autofinancement | | | |
| | | | | | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant | | |

Sous objectif B3.1 - Améliorer la connaissance des prélèvements et/ou réduire l'impact des prélèvements

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|------------------------|--|---------------|-----|-----|---------------|-----|---------------|----|----------|------|---------------|------|---|
| B3.1.1 | SIVU | Etude débit minimum biologique et volume prelevable | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2010 | 1 |
| B3.1.2 | SIVU | Connaissance et plan d'actions Nant aval, Malpertuis, Ay et Couranne | 21 528 | TTC | 50% | 10 764 | 30% | 6 458 | - | - | 20% | 4 306 | 2012 | 1 |
| B3.1.3 | SIVU (étude) | Plans d'actions retenues Ozon amont Meinettes | 17 940 | TTC | 50% | 8 970 | 30% | 5 382 | - | - | 20% | 3 588 | 2012 | 1 |
| | propriétaire (travaux) | | 29 900 | TTC | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 100% | 29 900 | 2015 | 1 |
| B3.1.4 | ASA/SIVU | Amélioration gestion Meinettes | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2012 | 1 |
| B3.1.5 | SIVU | Connaissance et plan d'actions Thalys | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | 2 |
| Total B3.1 | | | 69 368 | | | 19 734 | | 11 840 | | 0 | | 37 794 | | |

Sous objectif B3.2 - Améliorer la gestion concertée des prélèvements

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|------|-------------------------------------|---------------|-----|-----|---------------|-----|---------------|---|----------|-----|--------------|------|---|
| B3.2.1 | SIVU | Cellule locale gestion quantitative | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2012 | 1 |
| B3.2.2 | SIVU | Système de mesures débitométriques | 37 674 | TTC | 50% | 18 837 | 30% | 11 302 | | | 20% | 7 535 | 2012 | 1 |
| Total B3.2 | | | 37 674 | | | 18 837 | | 11 302 | | 0 | | 7 535 | | |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|--|--|----------------|--|--|---------------|--|---------------|--|----------|--|---------------|--|--|
| Total volet B3 | | | 107 042 | | | 38 571 | | 23 143 | | 0 | | 45 328 | | |
| Total volet B3 (en HT) | | | 89 500 | | | | | | | | | | | |

Volet C - Communication, coordination et suivi du Contrat de Rivières

Volet C1 - Sensibiliser la population et les élus à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques

| N° action | MO | Libellé opération | Coût (€) | HT/TTC | Financement | | | | | | | | Année démarrage | Priorité |
|-----------------|----------|-------------------------------------|----------------|--------|-------------|----------------|--------|---------------|------|--------------|-----------------|---------|-----------------|----------|
| | | | | | AE | | Région | | CG | | Autofinancement | | | |
| | | | | | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant sub. | Taux | Montant | | |
| C1.1 | SIVU | Animation pédagogique | 23 920 | TTC | 50% | 11 960 | 30% | 7 176 | - | - | 20% | 4 784 | 2012 | 1 |
| C1.2 | SIVU | Bulletin d'information | 47 840 | TTC | 50% | 23 920 | 30% | 14 352 | - | - | 20% | 9 568 | 2012 | 1 |
| C1.3 | SIVU | Plaquette riverain | 5 980 | TTC | 50% | 2 990 | 30% | 1 794 | - | - | 20% | 1 196 | 2014 | 1 |
| C1.4 | SIVU | Exposition et soirées "conte" | 13 000 | TTC | 50% | 6 500 | 30% | 3 900 | - | - | 20% | 2 600 | 2012 | 2 |
| C1.5 | SIVU | Protection réglementaire | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 2 |
| C1.6 | SIVU | Animation SIVU | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2011 | 2 |
| | CREN | Animation CREN | 35 000 | TTC | AD | AD | AD | AD | AD | AD | 100% | 35 000 | 2011 | 2 |
| | AD | Plans de gestion ZH | 30 000 | TTC | 40% | 12 000 | 40% | 12 000 | - | - | 20% | 6 000 | 2012 | 2 |
| | AD | Travaux | 70 000 | TTC | 30% | 21 000 | 50% | 35 000 | - | - | 20% | 14 000 | 2012 | 2 |
| C1.7 | SIVU | Plaquette station d'épuration | 8 970 | TTC | 50% | 4 485 | 30% | 2 691 | - | - | 20% | 1 794 | 2012 | 2 |
| C1.8 | SIVU | Plaquette prélèvement | 8 372 | TTC | 50% | 4 186 | 30% | 2 512 | - | - | 20% | 1 674 | 2013 | 2 |
| C1.9 | SIVU | Sensibilisation élus réseaux et ANC | 4 000 | TTC | 50% | 2 000 | 30% | 1 200 | - | - | 20% | 800 | 2012 | 2 |
| C1.10 | SIVU | Sensibilisation phytosanitaire | 800 | TTC | 50% | 400 | 30% | 240 | - | - | 20% | 160 | 2013 | 3 |
| | Communes | Diagnostic phytosanitaire | 17 558 | HT | 50% | 8 779 | 30% | 5 267 | - | - | 20% | 3 512 | 2014 | 3 |
| C1.11 | SIVU | Visites terrain ; manifestations | 3 794 | TTC | 50% | 1 897 | 30% | 1 138 | - | - | 20% | 759 | 2012 | 3 |
| C1.12 | SIVU | Plaquette milieu naturel | 7 176 | TTC | 50% | 3 588 | 30% | 2 153 | - | - | 20% | 1 435 | 2016 | 3 |
| Total C1 | | | 276 410 | | | 103 705 | | 89 423 | | | 83 282 | | | |

Volet C2 - Assurer et coordonner la mise en œuvre des actions du Contrat

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------|------|---------------|----------------|-----|---------|----------------|------|----------------|---|---|---|----------------|------|---|
| C2.1 | SIVU | Postes SIVU** | 660 000 | TTC | Forfait | 280 000 | 40%* | 204 000 | - | - | - | 176 000 | 2012 | 1 |
| Total C2 | | | 660 000 | | | 280 000 | | 204 000 | | | | 176 000 | | |

Volet C3 - Mettre en place un programme d'évaluation et de suivi

| | | | | | | | | | | | | | | |
|------|------|---------------------------------------|--------|-----|-----|--------|-----|--------|---|---|-----|--------|------|---|
| C3.1 | SIVU | Suivi débits d'étiage et prélèvements | 5 980 | TTC | 50% | 2 990 | 30% | 1 794 | - | - | 20% | 1 196 | 2012 | 1 |
| C3.2 | SIVU | Suivi de la qualité des eaux | 72 956 | TTC | 50% | 36 478 | 30% | 21 887 | - | - | 20% | 14 591 | 2014 | 1 |
| C3.3 | SIVU | Suivi piscicole | 17 940 | TTC | 50% | 8 970 | 30% | 5 382 | - | - | 20% | 3 588 | 2014 | 1 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------|------|------------------|------------------|-----|-----|----------------|-----|----------------|---|---|-----|----------------|------|---|
| C3.4 | SIVU | Suivi astacicole | p.m. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2012 | 1 |
| C3.5 | SIVU | Bilan Contrat | 45 000 | TTC | 50% | 22 500 | 30% | 13 500 | - | - | 20% | 9 000 | 2014 | 1 |
| C3.6 | SIVU | Suivi thermique | 3 289 | TTC | 50% | 1 645 | 30% | 987 | - | - | 20% | 658 | 2012 | 2 |
| Total C3 | | | 145 165 | | | 72 583 | | 43 550 | - | - | | 29 033 | | |
| Total volet C | | | 1 081 575 | | | 456 288 | | 336 973 | | | | 288 315 | | |
| Total volet C (en HT) | | | 907 204 | | | | | | | | | | | |

| | |
|---------------------------------|------------------|
| Total tout volet | 6 392 520 |
| Total tout volet (en HT) | 6 111 528 |

* Le plafond de dépense éligible (pour chaque poste (poste chargé de mission et poste technicien de rivière)) est de 60 000 € par an pour la Région Rhône-Alpes. Sur la base d'un taux d'aide de 40%, cela fait une aide maximum de la Région de 24 000 € par poste et par an, tout en respectant les 80% de subventions publiques.

**Région : dépenses administratives éligibles pour chaque poste à hauteur de un quart des dépenses liées au poste de secrétaire comptable à mi-temps sous réserve de ne pas dépasser les 80% de subventions publiques.

TITRE 3 - Engagement des partenaires

1. Engagement commun à tous les partenaires

| Volet | Agence de l'Eau RM&C | Région Rhône Alpes | Conseil Général de l'Ardèche | Autofinancement |
|---------------------------------------|----------------------|--------------------|------------------------------|-----------------|
| Volet A (2011-2014) | 801 436 € | 448 300 € | 287 915 € | 2 123 050 € |
| Volet A (2014-2016) | 117 000 € | 80 000 € | 0 € | 193 000 € |
| Volet A (2011-2016) | 918 436 € | 528 300 € | 287 915 € | 2 316 050 € |
| | | | | |
| Volet B (2011-2014) | 249 626 € | 164 246 € | 49 873 € | 617 488 € |
| Volet B (2014-2016) | 46 834 € | 38 434 € | 0 € | 93 745 € |
| Volet B (2011-2016) | 296 460 € | 202 680 € | 49 873 € | 711 233 € |
| | | | | |
| Volet C (2011-2014) Hors postes | 172 700 € | 130 820 € | 0 € | 110 880 € |
| Volet C (2014-2016) Hors postes | 3 588 € | 2 153 € | 0 € | 1 435 € |
| Volet C (2011-2016) Hors postes | 176 288 € | 132 973 € | 0 € | 112 315 € |
| | | | | |
| Postes (2011-2016) | 280 000 € | 204 000 € | 0 € | 176 000 € |
| | | | | |
| Tout Volet (2011-2014) Hors postes | 1 223 762 € | 743 366 € | 337 788 € | 2 851 418 € |
| Tout Volet (2014-2016) Hors postes | 167 422 € | 120 587 € | 0 € | 288 180 € |
| Tout Volet (2011-2016) Avec postes | 1 671 184 € | 1 067 953 € | 337 788 € | 3 315 598 € |

Tableau 5 : Engagement financier prévisionnel des partenaires par période du Contrat

Rq 1 : Toutes les actions dont le démarrage est prévu pour 2014 sont prises en compte durant la période 11-14.

Rq 2 : Plusieurs actions couvrent les deux périodes (réhabilitation des ANC, entretien des boisements de berge,...).

La totalité du montant de ces actions est pris en compte dans la période 2011-2014.

Rq 3 : Les montants affichés pour les 3 financeurs et pour les maîtres d'ouvrage correspondent à la somme des montants en HT et en TTC mobilisés (certains types d'actions sont financés sur du HT d'autres sur du TTC ; certains maîtres d'ouvrage sont financés sur du HT d'autres sur du TTC).

Rq 4 : Les montants inscrits pour les 3 financeurs ne prennent pas en compte un certain nombre d'actions où les taux d'aide restent à définir (notamment pour volets assainissement et mise en valeur des milieux aquatiques). Les montants de participation de la Région Rhône-Alpes pourront donc aller, selon la recevabilité des projets, jusqu'à : **volet A maximum 592 300 € ; volet B maximum 342 329 € ; volet C (hors postes) maximum 150 473 € ; postes : maximum 204 000 €.**

Rq 5 : Les montants affichés pour le Conseil Général de l'Ardèche ont été calculés sur la base des modalités en vigueur actuellement et figure donc à titre indicatif.

Les collectivités territoriales et autres maîtres d'ouvrage, signataires et/ou pressentis comme maître d'ouvrage du présent Contrat pourront bénéficier d'aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, de la Région Rhône-Alpes et du Département de l'Ardèche, dans la limite de leurs disponibilités financières respectives. Par ailleurs des aides auprès de l'Europe ou d'autres partenaires pourront être recherchées.

Les partenaires financiers s'engagent à :

- Participer aux instances de suivi et de mise en oeuvre du Contrat,
- Informer la structure porteuse des évolutions de leur mode d'intervention,
- Apporter un soutien technique et méthodologique à la structure porteuse.

Les plans de financement définitifs seront ajustés par chaque maître d'ouvrage avec les financeurs concernés. Chaque financeur interviendra conformément aux modalités d'intervention en vigueur à la date de décision de l'aide et dans la limite des enveloppes budgétaires annuelles allouées. Les

partenaires financiers pourront, s'ils le jugent nécessaire et de manière exceptionnelle, proposer un déplafonnement du seuil des 80% d'aides publiques (cf. décret 2000-1241 pour les actions environnementales). Cette proposition sera étudiée collégalement lors de l'analyse des projets faisant l'objet de demandes de subvention.

2. Engagement de la structure porteuse du Contrat

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de l'Ay-Ozon porte le Contrat de Rivières Ay-Ozon pour le compte des collectivités des bassins versants de l'Ay et de l'Ozon.

Le syndicat s'engage à assurer :

- Le suivi et le pilotage du Contrat ainsi que la coordination entre tous les partenaires,
- La mise en œuvre administrative et technique du Contrat, en particulier :
 - Le secrétariat technique et administratif des Comités de Rivières et Comités de Pilotage,
 - L'élaboration et le suivi des tableaux de bords des opérations du Contrat (ces tableaux précisent l'avancement de l'opération en mentionnant les indicateurs techniques de suivis),
 - La présentation de la programmation annuelle des opérations de l'ensemble des volets du Contrat (montages financier, plans de financement...).
- L'animation de la concertation entre les partenaires afin d'atteindre les objectifs du Contrat
- L'appui aux maîtres d'ouvrage pour la constitution des demandes de subvention et pour engager leur opération (montages financiers, plan de financement...)

Par ailleurs, au même titre que les autres maîtres d'ouvrage, le syndicat s'engage à assurer les opérations dont il a la charge selon les objectifs et délais fixés.

3. Engagement des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage valident les objectifs du Contrat de Rivières et s'engagent à :

- Réaliser les opérations dans les conditions prévues au Contrat pendant sa durée et en respectant le calendrier prévisionnel, sous réserve de l'obtention des subventions,
- Transmettre au SIVU de l'Ay-Ozon les résultats d'avancement des actions,
- Transmettre au SIVU de l'Ay-Ozon toutes les informations relatives aux opérations non prévues mais affectant néanmoins les objectifs ou le déroulement du Contrat,
- Participer aux instances de suivi et de mise en œuvre du Contrat.

4. Engagement de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse s'engage à participer spécifiquement au financement des opérations inscrites au présent Contrat de Rivières, sur la période 2012-2014, c'est-à-dire jusqu'au bilan à mi-parcours, à compter de sa signature et selon les modalités de son programme d'Intervention en vigueur à la date de chaque décision d'aide.

Les taux et les montants de la participation prévisionnelle de l'Agence de l'Eau, inscrits sur les fiches actions du Contrat, figurent à titre indicatif. Ils ont été calculés sur la base des modalités de son 9ème programme d'intervention aux vus des éléments techniques disponibles lors de l'élaboration du Contrat. Les taux d'aides affichés sont des taux maximums, certaines opérations pouvant faire l'objet de coûts plafonds.

L'étape du bilan à mi parcours sera l'occasion de dresser un bilan de l'ensemble des opérations réalisées, et notamment celle liées à la mise en œuvre du programme de mesures du SDAGE. La

programmation relative à la seconde tranche du Contrat de Rivières fera l'objet d'un engagement formel de l'Agence de l'Eau sur le financement des opérations au stade du bilan à mi parcours (2014), en fonction du respect du calendrier d'engagement des opérations inscrites dans la première tranche du Contrat.

5. Engagement de la région Rhône-Alpes (délibération de la Commission Permanente N°11-08-484 en date du 23 septembre 2011)

Dans le cadre de sa politique en faveur de l'eau et des milieux aquatiques, et conformément à ses critères d'intervention adoptés en juin 2005, la Région Rhône-Alpes s'engage à apporter son concours technique et financier pour la réalisation des actions, durant les 5 années du Contrat de Rivières Ay-Ozon, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de chacun des exercices concernés, et des décisions des commissions permanentes correspondantes du conseil régional Rhône-Alpes. Ces actions devront permettre d'atteindre les objectifs fixés par le Contrat de Rivières.

Les taux et les montants de la participation prévisionnelle de la Région Rhône-Alpes, inscrits sur les fiches actions du Contrat, figurent à titre indicatif. Les taux d'aides affichés sont des taux maxima et peuvent faire l'objet de coûts plafonds.

Chaque demande de crédits régionaux fera l'objet d'un dossier de demande de subvention transmis par la structure porteuse à la Région. Toute opération débutant avant la date de l'accusé de réception de ce dossier n'est plus éligible. Les dernières demandes de financements devront être déposées à la Région au plus tard 6 mois avant la fin du Contrat de Rivières.

Pour tout changement d'opération (nouveau, abandon...) issu du bilan à mi-parcours, un accord en comité de pilotage sera nécessaire dès lors que l'équilibre financier du Contrat ne sera pas affecté. Si les modifications des actions ont un impact sur l'équilibre financier du Contrat, les modalités visées au titre 4 s'appliqueront.

Les montants prévisionnels de participation de la Région Rhône-Alpes, à l'échelle des 5 ans du Contrat, pourront aller jusqu'à :

- **Volet A : 592 300 € ;**
- **Volet B : 342 329 € ;**
- **Volet C (hors postes) : 150 473 €.**

Pour les postes, le montant d'aide maximum prévisionnel est de 204 000 €.

La Région s'engage en effet à apporter des crédits complémentaires pour les emplois liés à la mise en oeuvre du Contrat de Rivières : un poste de chargé de mission et un poste de technicien de rivière, pendant toute la durée du Contrat, dans la limite d'un plafond de subvention de 24 000 € par an et par poste avec un taux maximum de 40%, sous réserve de ne pas dépasser les 80% de subventions publiques.

Des dépenses administratives peuvent être éligibles pour chaque poste (chargé de mission et technicien de rivière). Elles peuvent être prises en compte à hauteur du quart du montant des dépenses liées au poste de secrétaire comptable à mi-temps pour chaque poste soutenu par la Région Rhône-Alpes (sous réserve là encore de ne pas dépasser les 80% de subventions publiques).

Une évaluation finale complète devra être réalisée en fin de procédure dans le cadre d'une étude bilan, évaluation et perspectives. Les bilans intermédiaires et finaux devront s'appuyer sur un ensemble d'indicateurs basés sur le référentiel du groupe régional sur l'eau (indicateurs régionaux d'évaluation des contrats de rivière – 2006).

6. Engagement du Conseil Général d'Ardèche

Engagement financier :

Dans le cadre de sa politique de l'eau, le Département s'engage à financer les opérations de priorité 1 prévues dans la tranche ferme de 3 ans (2012 – 2014). L'engagement financier sera toutefois conditionné aux inscriptions budgétaires correspondantes votées lors du budget primitif 2012.

Sa participation, pour les 3 ans, sera au maximum de 337 788 €. Elle se répartit comme suit :

- **Volet A : 287 915 €**
- **Volet B : 49 873 €**

Les taux et les montants de la participation prévisionnelle du Département figurent dans les fiches actions et tableaux en annexes.

L'engagement financier du Département ne portera pas sur la deuxième tranche de 2 ans (2015-2016) qui devra faire l'objet d'une révision en 2014.

Engagement des opérations :

Après signature du Contrat de Rivières par le Président du Conseil Général (ou son représentant) et par le Maire ou Président (ou son représentant), les opérations prévues au présent Contrat pourront être engagées par les maîtres d'ouvrage dès réception par les services du département d'un dossier de type avant-projet complet (cf. pièces nécessaires fixées dans le guide des aides).

L'accusé de réception du dossier complet vaudra autorisation de commencement des travaux et précisera les taux et les montants de subvention.

Les opérations seront engagées comptablement (décisions de financement) au vu de la fiche de résultat de consultation des entreprises accompagnée de la lettre de commande ou de l'ordre de service aux entreprises, de la copie de l'acte d'engagement du marché et du devis de l'entreprise retenue.

Dans le cas où le montant de l'opération (lors de l'engagement comptable) est inférieur au montant prévu dans le programme, le taux de subvention est appliqué sur le montant réel des travaux et le reliquat de subvention (en autorisation de programme) est versé au fonds de réserve du territoire.

Dans le cas où le montant de l'opération (lors de l'engagement comptable) est supérieur au montant prévu dans le contrat, la subvention départementale ne sera pas réévaluée, sauf à utiliser le fonds de réserve du territoire.

Les crédits départementaux seront versés aux maîtres d'ouvrage des opérations selon les modalités arrêtées par le Conseil Général dans le cadre des dispositions figurant au règlement général des aides du Département et notamment sur production des justificatifs des dépenses réalisées.

Le Département se réserve la possibilité de ne pas prendre en compte un dossier si celui-ci n'est pas conforme à celui prévu dans le programme pluriannuel.

Enfin, les fiches de résultats de consultation des entreprises accompagnée de la copie de l'acte d'engagement du marché et du devis de l'entreprise retenue devront être déposées, pour l'engagement des crédits du Département de la tranche ferme, avant le 15 octobre 2014.

Fonds de réserve – Réajustement du programme :

Un fonds de réserve sera mis à la disposition du territoire pendant la durée d'exécution de la première tranche du programme pluriannuel (3 ans). Il pourra être alimenté par :

- Le montant des subventions dégagé par les opérations annulées ou financées par des crédits autres que ceux du Département (DGE ou du Fonds de Solidarité des Agences...) ou par des opérations engagées pour un montant inférieur au coût prévu.

Ce fonds pourra être utilisé pour réajuster les opérations prévues dans la 1^{ère} tranche ou pour programmer des opérations nouvelles.

Les ré-affectations du fonds de réserve seront proposées par le syndicat de rivière et soumis pour décision à la Commission permanente du Conseil Général.

Une fois les réajustements du programme validés par la Commission permanente du Conseil Général, un courrier de notification sera ensuite adressé à chaque collectivité compétente concernée par les modifications.

A l'issue des 3 ans, le solde de ce fonds de réserve est annulé pour le territoire.

TITRE 4 – Contrôle, révision, résiliation

1. Suivi et contrôle

Comité de Rivières

La composition du Comité de Rivières a été définie par arrêté préfectoral (joint en annexe du document technique). Il reste l'instance générale de regroupement et de pilotage des multiples usagers et acteurs concernés.

Il est présidé dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral et se réunit au moins une fois par an pour échanger sur les projets engagés et pour programmer les actions de l'année suivante. Son secrétariat est assuré par la structure porteuse.

Ses rôles sont les suivants :

- Constituer un lieu d'échange, de concertation et de sensibilisation entre les différents usagers et acteurs de l'eau (à cette fin, ces réunions pourront être élargies au-delà de sa composition initiale),
- Apprécier l'état d'avancement du Contrat, valider le programme annuel et, le cas échéant, le Contrat (bilans annuels, bilan mi parcours, et bilan final),
- Proposer des orientations,
- Contrôler la bonne exécution du Contrat et veiller à l'atteinte des objectifs,
- Promouvoir et valoriser les opérations du Contrat de Rivières,
- Veiller au respect des engagements financiers des partenaires et des maîtres d'ouvrage, et du calendrier prévisionnel de réalisation des actions,
- Assurer la cohérence des aménagements et des mesures de gestion intervenant sur le bassin versant Ay-Ozon,
- Se coordonner avec les autres procédures d'aménagement et de gestion du territoire hors Contrat de Rivières (SCOT, CDDRA,...).

Comité de pilotage

Le comité de pilotage se réunira plusieurs fois par an. Son secrétariat est assuré par la structure porteuse. Il se réunit pour «examiner», au niveau technique, administratif et financier, les projets entrepris et à entreprendre dans le cadre du Contrat de Rivières.

Ses missions seront les suivantes :

- Participer à l'élaboration des cahiers des charges des études et marchés, suivre leur réalisation et en valider les résultats techniques pour les soumettre au Comité de Rivières,

- Examiner la programmation annuelle des actions,
- Préparer les séances du comité de rivières et notamment le bilan annuel d'avancement technique et financier du Contrat (en proposant éventuellement des présentations et interventions thématiques),
- Attirer l'attention du Comité de Rivières en cas de dérive du programme d'actions,
- Définir puis suivre les indicateurs du contrat.

Bilan

Chaque année, un bilan complet de l'état d'avancement des actions et de leur impact sur le milieu sera présenté en Comité de Rivières. Il s'appuiera notamment sur les réseaux de suivi proposés dans le Contrat. Les bilans annuels permettront de renseigner le tableau de bord du Contrat de Rivières qui sera actualisé régulièrement. D'autre part, en fonction des types d'actions, des indicateurs intermédiaires pourront être mis en place et feront l'objet d'un suivi. A mi-parcours, un bilan technique et financier sera présenté au Comité d'Agrément du Comité de Bassin Rhône-Méditerranée. Il permettra de mettre en évidence les éventuelles difficultés et de proposer les adaptations appropriées qui feront l'objet d'un avenant si nécessaire. A terme, une étude bilan du Contrat de Rivières sera réalisée par le SIVU de l'Ay-Ozon afin d'évaluer la démarche, aussi bien en terme quantitatif (nombre de projets réalisés, montant des financements engagés) qu'en terme d'efficacité (évolution de la qualité du milieu en rapport avec les objectifs fixés). Elle servira également à définir les dispositions à prévoir pour pérenniser l'acquis, poursuivre des objectifs non atteints ou encore atteindre de nouveaux objectifs stratégiques. Cette étude bilan sera adressée au Président du Comité de Rivière pour présentation au Comité d'Agrément.

2. Modalité de révision

La révision du présent Contrat, qui se fera sous forme d'avenant, peut-être motivée :

- Pour permettre une modification du programme d'actions initialement arrêté,
- Pour permettre une modification de la répartition des financements initialement arrêtée,
- Pour prolonger la durée du Contrat, selon les besoins,
- Pour permettre l'évolution du périmètre du Contrat, le cas échéant.

Les éventuelles révisions seront envisagées suite à la réalisation du bilan à mi-parcours du Contrat de Rivières (2014). Le Comité de Rivières sera appelé à se prononcer sur ces modifications tout en veillant à l'équilibre des crédits affectés à chaque objectif.

3. Résiliation

En cas de dysfonctionnement grave entre les différents signataires, la résiliation du présent Contrat pourra être prononcée. Dans ce cas, un exposé des motifs sera communiqué par un ou plusieurs signataires auprès du Comité de Rivière pour information. La décision de résiliation précisera le cas échéant, sous forme d'avenant, les conditions d'achèvement des opérations ayant connu un commencement d'exécution.

SIGNATURE DES PARTENAIRES

Le Préfet de l'Ardèche,
Coordonnateur

Le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône
Méditerranée & Corse

Le Président du
Conseil Régional de Rhône-Alpes

Le Président du
Conseil Général de l'Ardèche

Le Président du Syndicat Intercommunal
A Vocation Unique de l'Ay-Ozon